COMMUNE de

SAINT JEAN LE VIEUX

PRESCRIPTIONS RELATIVES A UNE DECLARATION PREALABLE

DELIVRE PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE

DESCRIPTION DE LA DECLARATION		**Référence dossier :**
Déposée le 21 janvier 2026		**N° DP 001 363 26 A 0002**
Par:	**ALEXANDRE Gabriel**	**Surface de plancher créée : 0 m²** **Surface taxable : 0 m²**
Demeurant à :	**186 Rue Principale** **01450 MERIGNAT**	
Pour :	**Isolation par l'extérieur sur les façades OUEST et NORD + Changement d'une fenêtre sur façade OUEST + Changement de 2 fenêtres sur la façade EST + Création d'une fenêtre sur la façade EST Aménagement d'une pièce de grenier en pièce habitable de 9m² + Changement d'une lucarne de toit côté EST pour une fenêtre de toit + Installation d'une pompe à chaleur avec bloc extérieur**	
Sur un terrain sis :	**1501 Chemin de Cheminand** **01640 SAINT JEAN LE VIEUX**	
Références cadastrales :	**OD 0974 – 146 m²**	

Le Maire,

Vu le code de l'urbanisme ;
Vu le plan local d'urbanisme approuvé le 6 février 2019 ;
Vu la zone **N** et son règlement ;
Vu le plan de prévention des risques approuvé le 20 juin 2002 ;
Vu l'arrêté préfectoral du 16 janvier 2019 prescrivant la révision du plan de prévention des risques « inondations de l'Ain » pour les communes d'AMBRONAY, PONT D'AIN et SAINT JEAN LE VIEUX ;
Vu le porter à connaissance de M. le Préfet de l'Ain concernant le nouvel aléa inondation de la rivière d'Ain en date du 31 mai 2018 ;
Vu les décrets 2010-1254, 2010-1255 et l'arrêté du 22 octobre 2010 relatifs à la prévention du risque sismique, à la classification et aux règles de construction parasismiques applicables aux bâtiments de la classe dite « à risque normal » ;
Vu la délibération du conseil municipal en date du 13 septembre 2022 fixant le taux de la taxe d'aménagement à 5.00 % ;

ARRÊTE

Article 1

Il n'est pas fait opposition à la déclaration préalable en tenant compte des prescriptions suivantes :

- L'immeuble concerné par ce projet est situé en abords du ou des monuments historiques. Les articles L.621-30 ; L.621-32 et L.632-2 du Code du patrimoine sont applicables.

Ce projet en l'état est de nature à porter atteinte à la conservation ou à la mise en valeur du monument historique ou des abords. Il peut cependant y être remédié. L'Architecte des Bâtiments de France donne

par conséquent son accord assorti de prescriptions. Par ailleurs, ce projet peut appeler des recommandations ou des observations.

Afin de garantir une insertion qualitative du projet dans le cadre du secteur protégé, le projet sera modifié selon les prescriptions suivantes :

- **A l'occasion des travaux, l'isolation viendra devant les coffres de volets roulants existants afin de les dissimuler ou alors ceux-ci seront cachés derrière un lambrequin en bois ou en métal décoré de teinte RAL 7039. Ce lambrequin sera posé dans l'embrasure des ouvertures très légèrement en retrait de la façade isolée.**
- **Les enduits seront réalisés dans la tonalité des matériaux locaux, de tons beige-ocré neutres (références indicatives T80, T70, T60, T30, O70 Parex – 010, 221, 012, 215, 212 Weberbroutin - 85, 549, 29, 450 Saint-Astier) dans une finition talochée fin ou grattée (enduit projeté écrasé exclu).**

Fait à Saint-Jean-Le-Vieux, le 4 février 2026

Le Maire,

MAIRIE DE SAINT-JEAN-LE-V

Christian BATAILLY

Envoyé en sous-préfecture le 4 février 2026
Notifié au pétitionnaire le 4 février 2026

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

INFORMATIONS A LIRE ATTENTIVEMENT

- **DROITS DES TIERS :** La présente décision est notifiée **sans préjudice du droit des tiers** (*notamment* obligations *contractuelles : servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles figurant au cahier des charges du lotissement* ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.
  L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers. Elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres règlementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.
- **DUREE DE VALIDITE : Conformément au décret 2016-6 du 5 janvier 2016 portant dérogation à l'article R 424-17 et R 424-18 du code de l'urbanisme, la** déclaration préalable est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa délivrance ou si ces derniers sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. Sa prorogation pour une année peut être demandée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité. La prorogation est possible si les prescriptions d'urbanisme et les servitudes auxquelles est soumis le projet n'ont pas évolué en la défaveur du demandeur.
- **AFFICHAGE :** Mention de la déclaration doit être affichée sur le terrain par le bénéficiaire dès sa notification et pendant toute la durée du chantier. Elle est également affichée en mairie pendant deux mois.
- **DELAIS ET VOIES DE RECOURS :** Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (*l'absence de réponse au terme de quatre mois vaut rejet implicite*).
- **ASSURANCE DOMMAGES-OUVRAGES :** conformément à la loi n° 78-12 du 4 janvier 1978, elle doit être souscrite par le maître d'ouvrage de travaux de bâtiment avant l'ouverture du chantier, dans les conditions prévues par les articles L.242-1 et suivants du code des assurances.